

Au sujet de l'augmentation proposée dans l'effectif de la gendarmerie des territoires, je suis certain que personne ne s'y opposera, si le nombre des crimes augmente dans le Nord-Ouest et s'ils restent impunis à cause du petit nombre de gendarmes; mais il faudra nous prouver que cette augmentation est nécessaire. Cependant, comme nous n'avons pas encore le bill devant nous, je n'entrerai pas dans les détails, et je me contenterai de dire que s'il est nécessaire d'augmenter l'effectif de la gendarmerie pour maintenir le bon ordre dans les Territoires du Nord-Ouest, pour ma part, je serais heureux qu'on fit de cette gendarmerie le noyau d'une troupe, d'infanterie à cheval.

On nous promet ensuite le bill de la milice. Nous ne pouvons pas le discuter avant de l'avoir devant nous, mais je puis dès maintenant dire que, pour ma part, je serai en faveur d'une augmentation de l'effectif de notre milice, et je suis sûr que personne de ce côté-ci de la Chambre ne critiquera si le nouveau bill nous donne cela. Je regrette, cependant, et je veux que l'on me tienne seul responsable de cette déclaration, je regrette, dis-je, que le ministre de la Milice et le gouvernement ne fassent pas davantage. J'aurais voulu qu'à part l'augmentation et l'amélioration de notre milice, le gouvernement eût proposé de nous donner un commencement de marine de guerre. Je sais aussi qu'une très grande partie de notre population croit que le temps est arrivé de prendre une position plus en rapport avec notre dignité de pays progressif et puissant que celle que nous occupons aujourd'hui. Notre commerce océanique se développe tous les jours, et s'élève aujourd'hui à plus de \$250,000,000. C'est un commerce qui vaut la peine d'être protégé. Aujourd'hui, nous ne dépensons pas un sou pour cette défense. Toutes les nations du monde ont non seulement le droit mais le devoir de défendre leur commerce. Le commerce fait partie d'un pays et il est aussi nécessaire de le défendre que de défendre les frontières. Jusqu'à présent nous nous sommes reposés sur l'Angleterre pour la protection de notre commerce. Nous savons que nous sommes en sûreté de ce côté-là, mais en acceptant cette protection, nous nous mettons au rang d'un enfant en lisière, bien que nous nous vantions tous les jours d'avoir atteint notre maturité et d'être capables de prendre soin de nous-mêmes.

Trois voies s'ouvrent devant nous: le statu quo, l'indépendance ou l'annexion aux Etats-Unis. Examinons brièvement quelle serait notre position dans les trois états différents. Si notre pays était annexé aux Etats-Unis, que serions-nous obligés de faire pour la protection de notre commerce? Nous serions obligés de payer notre part du coût de la marine américaine qui est d'environ \$6,500,000 par année. Si nous devenions une nation indépendante, il nous faudrait alors créer de toutes pièces une milice et une marine, mais il n'y a heureusement qu'un petit

nombre parmi nous qui croient que l'indépendance est la destinée inévitable de notre pays et qu'il nous faut nous y préparer. Les plus petites nations qui ont des côtes et un commerce maritime à défendre sont obligées d'avoir une marine proportionnée à leurs besoins, et que nous serions obligés de maintenir nous coûterait plus cher que la part que nous aurons à payer pour l'entretien de la marine anglaise. Vu qu'il n'y a qu'une petite partie de notre population qui favorise l'annexion ou l'indépendance, et que la grande masse veut continuer à faire partie de l'empire anglais, pourquoi n'offririons-nous pas de payer une petite part du coût de la marine de l'empire? Pourquoi ne paierions-nous pas une petite part de ce que coûte la défense de notre commerce? Je regrette beaucoup que les deux partis politiques de ce pays semblent craindre de se prononcer sur une question de ce genre. Il faudra pourtant qu'ils se décident à la discuter dans un avenir prochain. Nous devons décider si nous devons jouer un rôle dans l'empire anglais. Pourquoi ne ferions-nous pas un petit commencement?

La part que nous aurions à payer pour l'entretien de la marine anglaise serait d'environ \$7,000,000 par année. L'Angleterre a environ vingt navires stationnés sur les côtes est et ouest du Canada, et leurs dépenses s'élèvent à environ \$7,000,000 par année. Je ne propose pas que nous payons toute cette somme, mais nous devrions en payer une partie, faire un premier pas. Si le gouvernement avait, en même temps que le bill d'amélioration de notre milice, proposé de créer un commencement de marine canadienne, pour ma part j'aurais été très heureux d'appuyer cette proposition.

Le discours du trône nous parle de la question de l'Alaska. Je suis d'avis qu'on a suffisamment parlé de cette question, et je ne vois pas quel bien le pays va retirer si la Chambre entreprend de la discuter au long. Le jugement qui a été rendu est regrettable, mais nous ne serions pas dans cette position, si les deux partis politiques n'avaient pas autrefois fait de cette question un engin de guerre entre eux, et si nous l'avions étudiée comme les experts ont fait. Je sais cependant que quelle que soit la cause du jugement qui a été rendu, que ce soit un jugement diplomatique ou judiciaire, lord Alverstone, le senior des commissaires du comité, nommé par l'Angleterre, a décidé la question de la manière qu'il a cru devoir la décider suivant la preuve, et il a rendu un bon service à son pays en réglant la question une fois pour toutes.

L'autre question qui est mentionnée dans le discours du trône est l'amendement du contrat du Grand-Tronc-Pacifique. Ce sera l'une des principales questions que nous aurons à discuter pendant cette session. Elle l'a été très longuement l'année dernière et le sera encore très longuement cette année, j'en suis sûr. Le premier bill était très important; il comportait une dépense d'argent